Étude “Économie des Télécoms” 2018

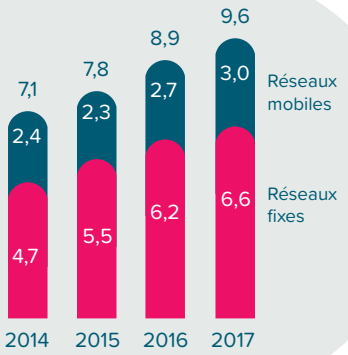
FÉDÉRATION FRANÇAISE DES TÉLÉCOMS

Les opérateurs de télécommunications sont des acteurs clés de l’économie nationale : le secteur est, de loin, **le premier investisseur privé dans les infrastructures en France**, et 2017 a été une année record avec **près de 10 milliards d’investissement**. Cet effort massif d’investissement va encore s’amplifier avec l’accélération du déploiement des nouveaux réseaux (4G mobile et très haut débit fixe), notamment grâce à la signature de l’accord dit du « New Deal », signé entre les opérateurs et l’État en janvier 2018, dont la mise en œuvre se poursuivra dans les années à venir.
Un tel niveau d’investissement répond à l’explosion des usages numériques, au bénéfice des citoyens, des entreprises et des territoires.
Avec **des prix de service qui restent les plus bas des grands pays occidentaux**, la part des services télécoms dans les dépenses des Français est très faible et elle a continué de diminuer ces dernières années, contrairement à d’autres postes clés de dépenses et à l’évolution des prix dans d’autres secteurs régulés.

La conjugaison de la baisse des revenus - qui s’est confirmée en 2017 - et de la progression des investissements met le secteur français des télécommunications sous tension : malgré des efforts de productivité, le « cash-flow » (flux de trésorerie) du secteur diminue, fragilisant les capacités d’investissement dans l’innovation et les réseaux du futur.

1 Des investissements **toujours plus élevés**

Les investissements des opérateurs télécoms en France



Source : ARCEP

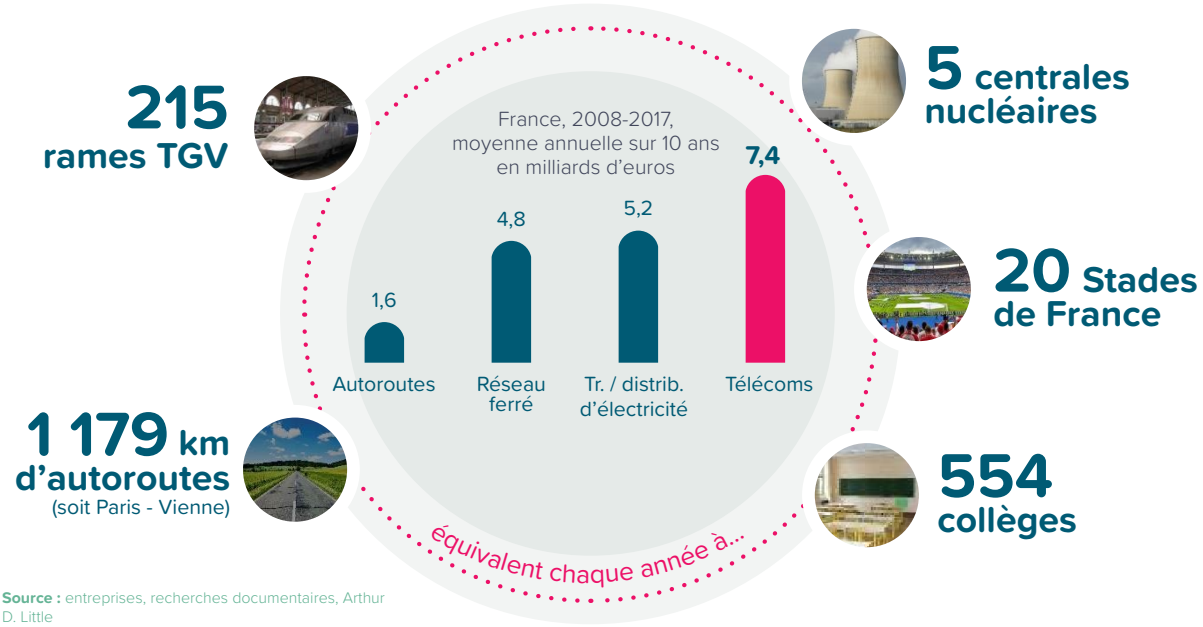
9,6 milliards d'€
en 2017 (record d'investissement de la décennie)

75 milliards d'€
en 10 ans

179
c'est l'indice d'effort d'investissement des opérateurs télécoms en 2017 (indice 100 en 2010)

Le champion des investissements privés

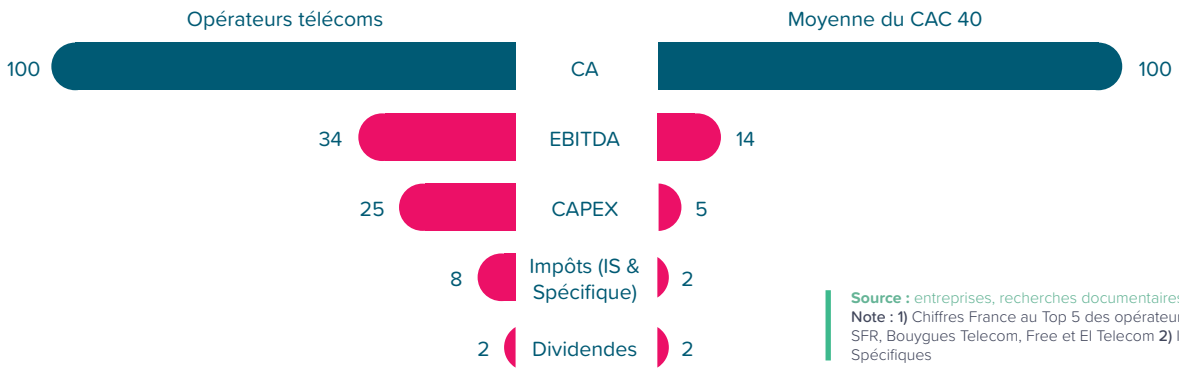
Poids des investissements[1] des opérateurs vs. autres secteurs



Source : entreprises, recherches documentaires, Arthur D. Little
Note : 1) Télécoms : chiffres ARCEP (hors achat de fréquences); Electricité: RTE (2009 à 2017) et ERDF; RFF; Autoroutes: ASFA (Sanef, SAPN, ASF....)

La marge des opérateurs télécom sert à financer des investissements significatifs

Comparaison des indicateurs clés du secteur télécoms[1] et du cac 40 2017, Base 100 sur le CA



Source : entreprises, recherches documentaires, Arthur D. Little
Note : 1) Chiffres France au Top 5 des opérateurs français comprenant Orange, SFR, Bouygues Telecom, Free et El Telecom 2) Impôts incluant IS et Impôts Spécifiques

Face aux 5 plus grands pays européens : la France est au ...

- **1er rang** pour les dépenses d'investissement des opérateurs par habitant : 133 € par habitant (hors achat des fréquences)
- **2ème rang** pour les dépenses d'investissement en % du chiffre d'affaires des opérateurs (19 %) (hors achat des fréquences)

Source : IDATE

2 Des réseaux déployés **à un rythme accéléré**

Déploiement des réseaux fixes

2018 (T2)

21 millions
d'abonnés haut débit (HD)

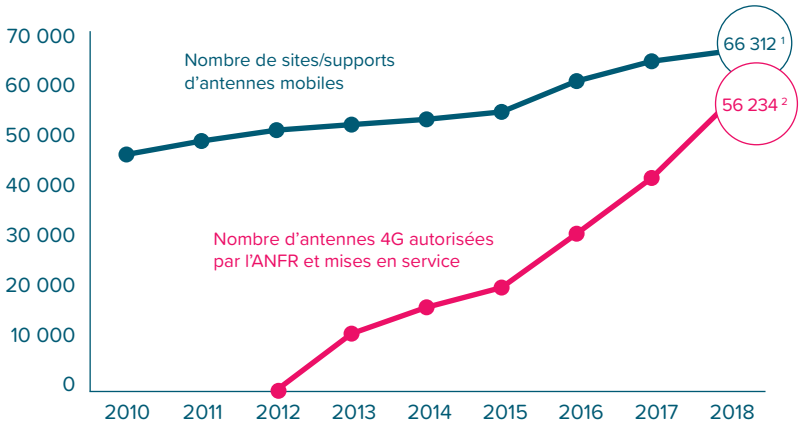
8 millions
d'abonnés très haut débit (THD)

18 millions
de logements éligibles THD

Source : ARCEP

Déploiement des réseaux mobiles

Cumul pour les 3 opérateurs de réseau de la FFTélécoms (Bouygues Telecom, Orange, SFR)



Source : www.antennesmobiles.fr, Observatoire ANFR
Note : 1) Au 26/10/2018
2) Au 01/12/2018

Face aux 5 plus grands pays européens : la France est au ...

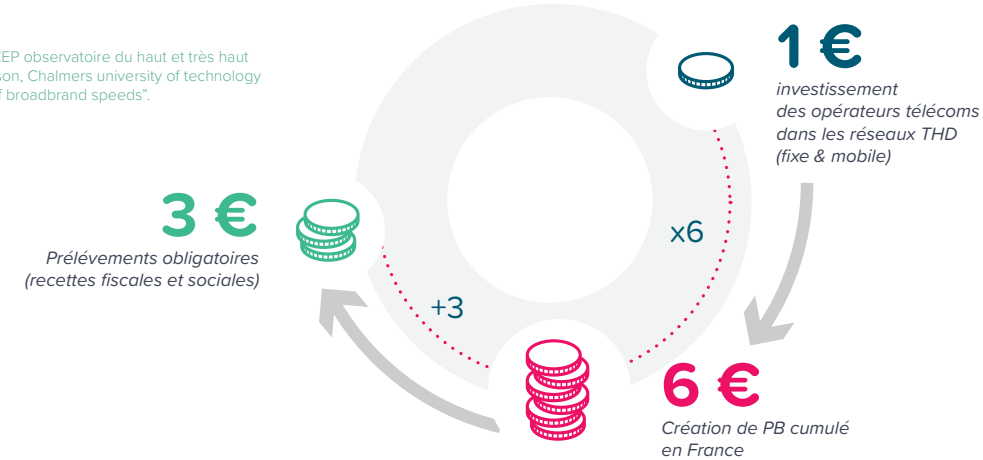
- **1er rang** pour la pénétration HD + THD fixe ; taux de pénétration : 97 pour 100 foyers
- **2ème rang** pour la couverture FTTH (38 % des foyers) et pour la part des clients 4G dans le parc (56%) soit près de 45 millions de clients 4G
- **3ème rang** pour le parc M2M : 15 millions de cartes SIM pour l'internet des objets

Source : IDATE

3 Des investissements qui boostent **l'économie nationale**

Les télécoms sont un accélérateur économique

Source : Insee, IDATE, ARCEP observatoire du haut et très haut débit, Arthur D. Little, Ericsson, Chalmers university of technology "Socioeconomics effects of broadbrand speeds".



4 L'explosion **des usages**

4G
6 cartes SIM actives sur 10
(+ 66% en deux ans)

X 2
sur 1 an
de la consommation des données/mois (3G et 4G)

+ 32 %
en 1 an
d'abonnés THD fixe supérieur ou égal à 100 Mb/s

Convergence : face aux 5 plus grands pays européens la France est au ...

- **1er rang** pour la part des abonnés à une offre groupée triple ou quadruple play : 71 % des foyers en sont équipés.
- **2ème rang** pour le nombre d'abonnés VoIP : 28,4 millions de clients.
- **1er rang** pour le nombre de clients actifs IPTV (plus que les 5 autres pays européens réunis !)

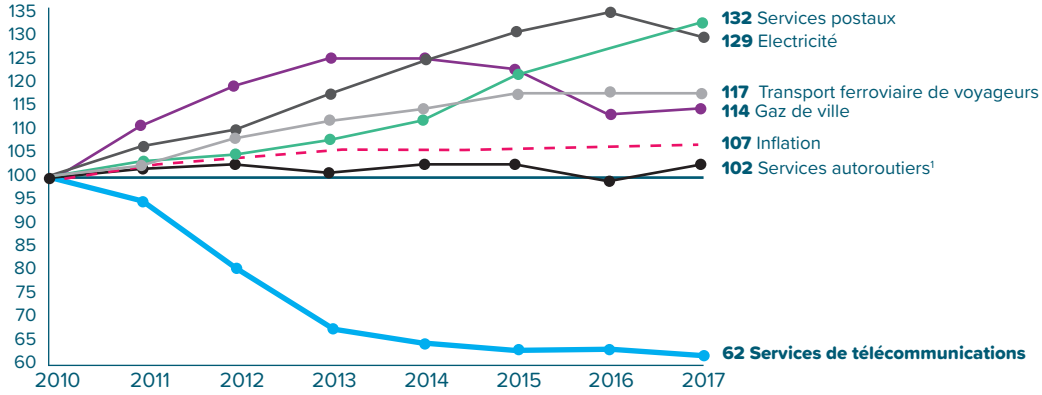
Source : IDATE

5 Des prix **historiquement bas**

Les opérateurs ont baissé leur prix contrairement à d'autres secteurs régulés.

Évolution des indices de prix à la consommation d'un échantillon de produits

France, 2010-2017, Base 100 en 2010



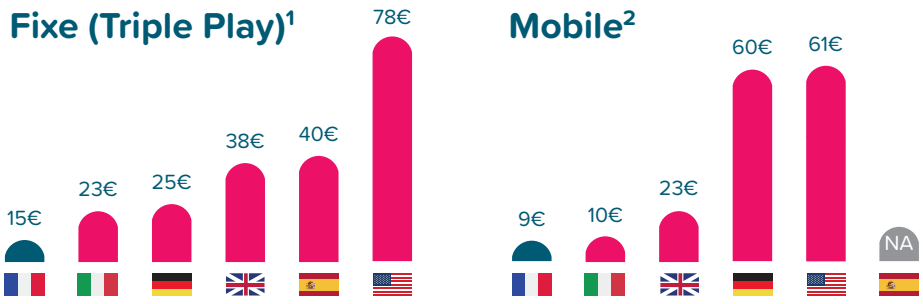
Source : INSEE
Note : 1) les autoroutes sont incluses dans le poste "Péages d'autoroutes, parcs de stationnement, garages, services d'enlèvement de véhicules"

Les opérateurs ont baissé leur prix contrairement à d'autres secteurs régulés.

Benchmark d'offres d'opérateurs leaders

Sélection de pays, Novembre 2018, € TTC / mois

Benchmark mobile 50 Go

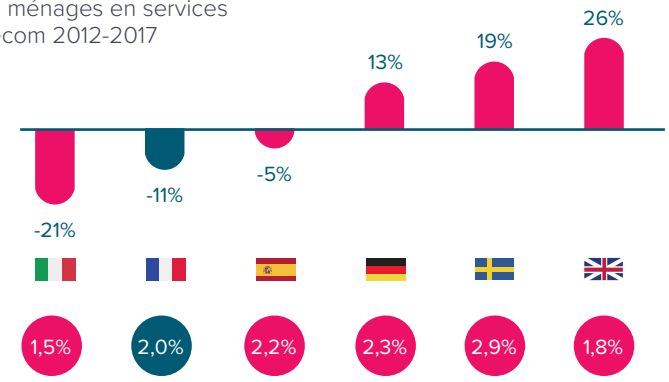


Source : opérateurs, Arthur D. Little
Note : 1) Offres triple play uniquement ; téléphonie illimitée au moins vers les fixe ; Internet haut-débit illimité via x DSL ou fibre ; télévision incluse, hors packs additionnels ; opérateurs dont la part de marché > 10 %, **2)** Appels illimités (quand disponible sinon > 500 minutes), SMS/MMS illimités, Internet au moins 50 Go ; offres sans terminal, offres sans engagement quand disponible ; opérateurs dont la part de marché > 10 %

Évolution des dépenses des services de télécoms pour les ménages

Italie, France, Espagne, Allemagne, Suède & Royaume Uni, PPA, 2012-2017

Évolution des dépenses des ménages en services télécom 2012-2017



Part des dépenses des services de télécoms dans les dépenses des ménages, 2017

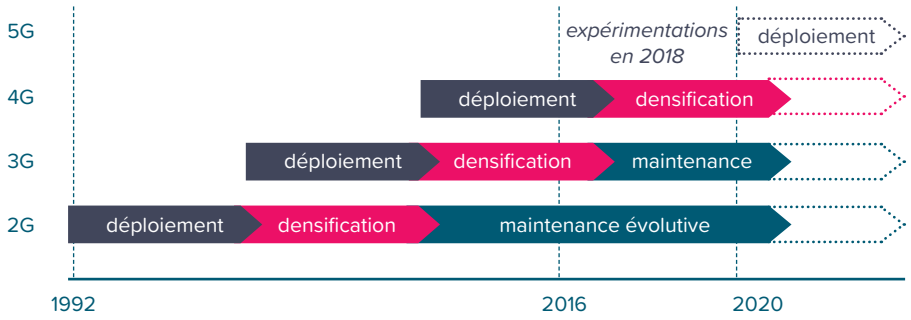
Consommation et budget :

- 16,6 euros : montant moyen de la facture mobile en 2016 en France ;
- La France a les prix les + bas des grands pays occidentaux. Exemple d'offres d'entrée de gamme : 15 euros offre "triple play" (internet, TV, téléphone) ; 9 euros offre mobile (illimitée en voix + forfait données)

Source : : Euromonitor, OCDE, Arthur D. Little

6 Des investissements à long terme **avec une rentabilité à très long terme**

Les opérateurs investissent en permanence dans leurs réseaux

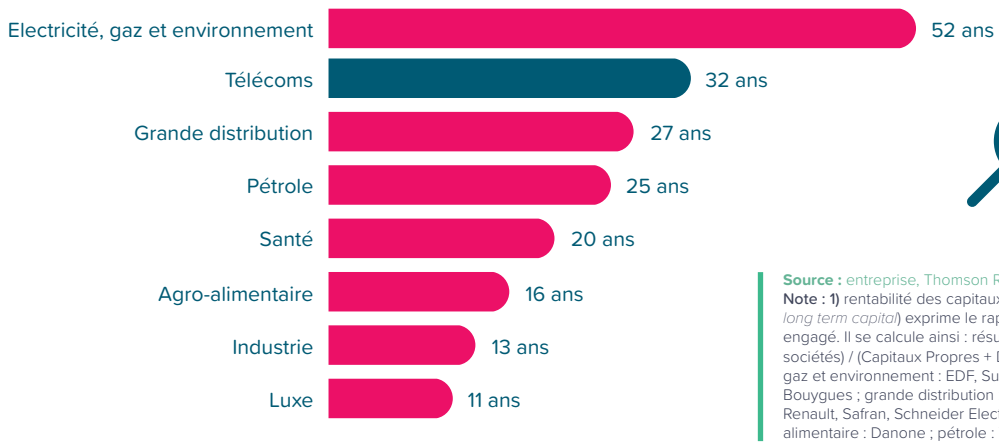


L'évolution permanente des technologies conduit à superposer les cycles d'investissement.

Source : analyse Arthur D. Little

Durée de rentabilisation des capitaux investis[1] à long terme par secteur[2]

France, moyenne 2013-2017, nombre d'années



Les opérateurs rentabilisent leurs investissements en 32 ans.

Source : entreprise, Thomson Reuters, Bloomberg, analyse Arthur D. Little
Note : 1) rentabilité des capitaux investis (*ROALTC : return on average long term capital*) exprime le rapport entre le résultat dégagé et le capital engagé. Il se calcule ainsi : résultat d'exploitation x (1 – Impôt sur les sociétés) / (Capitaux Propres + Dettes financières à LT), **2)** Electricité, gaz et environnement : EDF, Suez, Vinci ; télécoms : Orange, SFR, Iliad, Bouygues ; grande distribution : Carrefour ; santé : Sanofi ; industrie : Renault, Safran, Schneider Electric ; luxe : LVMH, L'Oréal, Kering ; agro-alimentaire : Danone ; pétrole : Total.

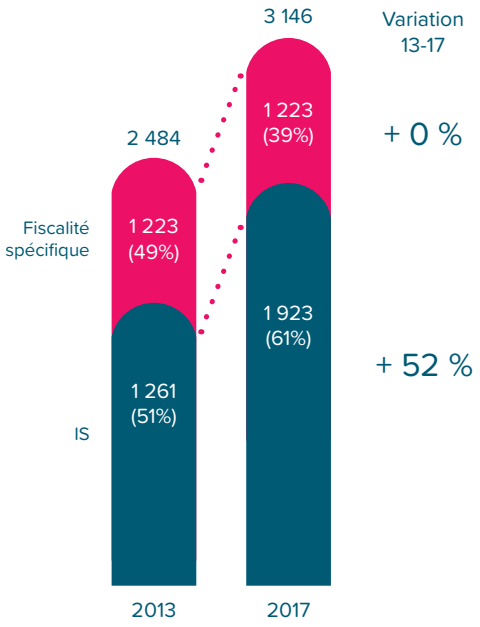
FÉDÉRATION FRANÇAISE DES TÉLÉCOMS

7 Une fiscalité **qui handicape le secteur**

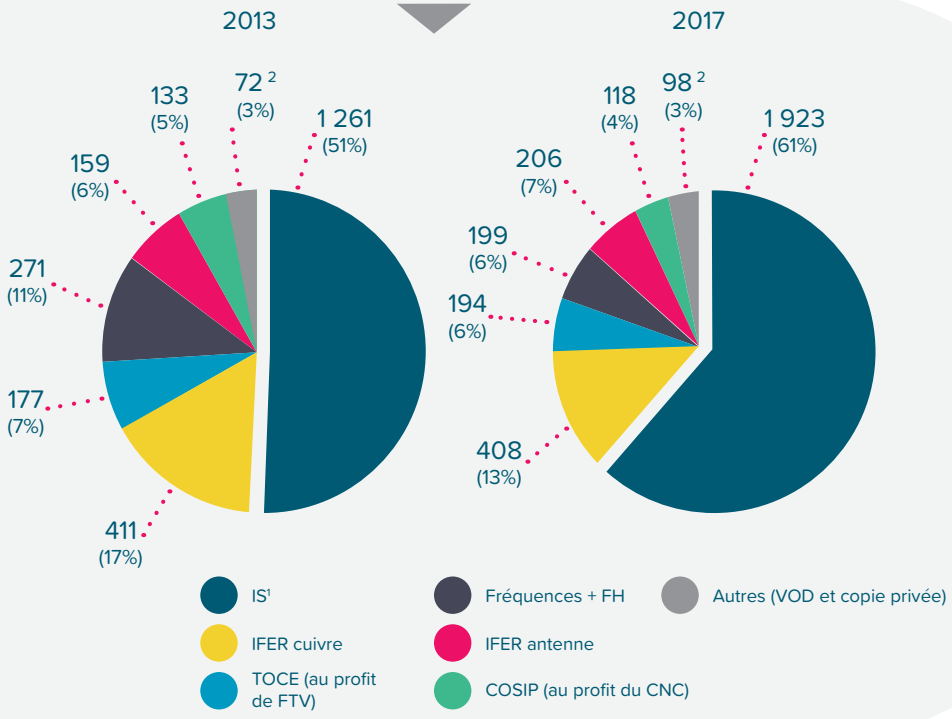
Une fiscalité spécifique lourde : 1 223 millions d'euros pour les trois principaux opérateurs de la FFTélécoms dont 1/4 au profit du cinéma et de France TV

Montant des impôts et taxes des opérateurs télécoms[1]

France, 2013 et 2017, millions d'euros et % du total d'impôts et taxes



Source : opérateurs, FFT, Arthur D. Little
Note : 1) Périmètre : impôt sur les sociétés du top 5 (périmètre reconstitué en 2013 avec l'IS correspondant à l'IS Numéricable + SFR) & fiscalité spécifique membres FFT, **2)** VOD & copie privée



Une fiscalité générale inéquitable et les distorsions de concurrence face à d'autres acteurs

Exemple de l'impôt sur les sociétés en France 2017

L'impôt sur les sociétés des opérateurs télécoms est 21 fois supérieur à celui des géants de l'internet.

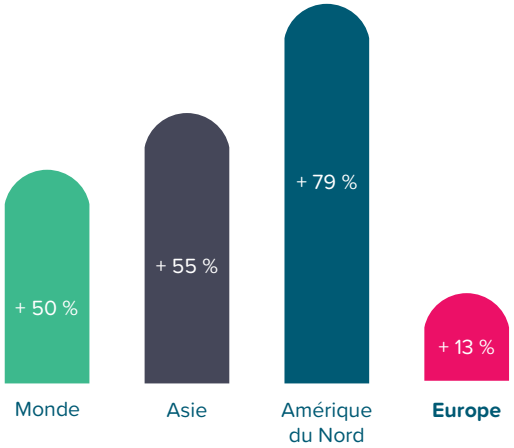
Note : 1) en % du chiffre d'affaires

Source : Greewich Consulting, Conseil National du Numérique, PPL Marini, Analyse Arthur D. Little

8 L'Europe des télécoms stagne **dans un marché mondial en pleine croissance**

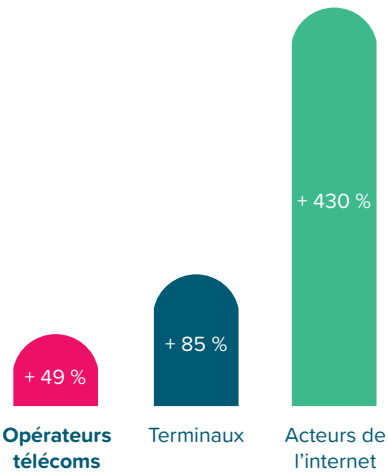
Évolution des revenus des opérateurs télécoms par région[1]

2008 – 2017 en milliards d'euros constants[2]



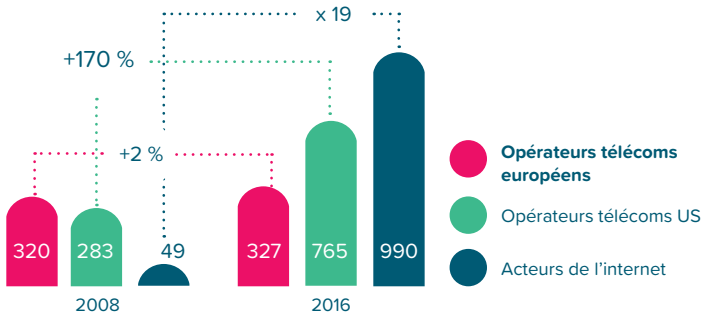
Évolution des revenus de l'écosystème numérique par type d'acteurs[3]

2008-2017 en milliards d'euros courants à taux de change constant 2017



Capitalisation boursière des opérateurs télécoms européens comparée à celle des opérateurs télécoms américains et aux acteurs de l'internet (Top 30 du secteur par CA)

En milliards d'euros constants[2]

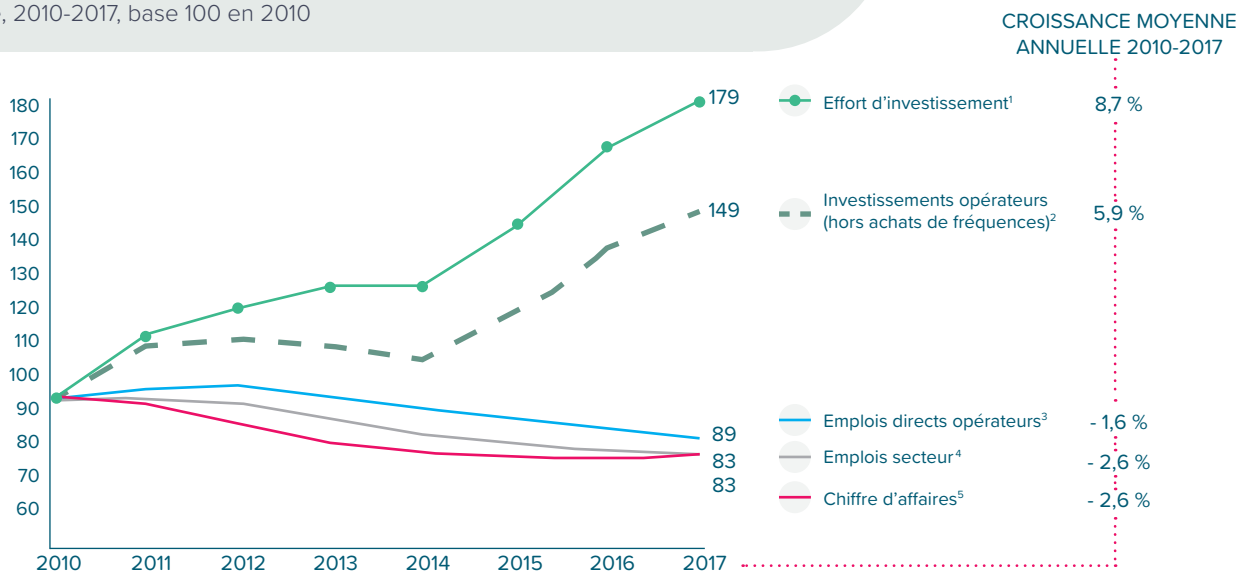


Source : Thomson Reuters, analyse Arthur D. Little
Note : 1) Nationalité selon la localisation du siège social, **2)** Euros courants à taux de change constant moyen 2017, 1USD = 0,887EUR ,
3) Inclut les acteurs des top 30 hors Asie, Amérique du Nord et Europe (uniquement Océanie et Amérique du Sud)

9 Les télécoms français **sous tension**

Emplois, revenus et investissements des opérateurs télécoms en France

France, 2010-2017, base 100 en 2010



Source : ARCEP, DARES, Insee, Arthur D. Little
Note : 1) Effort d'investissement : investissements des opérateurs (hors achat de fréquences) / revenus des opérateurs, **2)** Chiffres ARCEP provisoires pour l'année 2017, **3)** Chiffre ARCEP, **4)** Chiffre ARCEP comprenant une partie des emplois indirects, **5)** Chiffres ARCEP provisoires pour l'année 2017 correspondant au revenu perçu auprès du client final

Ces dernières années, **les opérateurs se sont adaptés et transformés pour accroitre leur effort d'investissement**.
La baisse de rentabilité du secteur, conjuguée à une lourde fiscalité spécifique qui n'a pas baissé, a eu un impact négatif sur la valorisation des opérateurs, par comparaison avec celle des opérateurs étrangers et surtout de celle des acteurs mondiaux de l'internet. De plus, **les opérateurs subissent la pression concurrentielle de ces derniers encore trop peu régulés** et tirant parti du cadre fiscal européen qui leur permet d'échapper très largement à l'impôt.

Définir un cadre législatif et réglementaire équitable, favorable à l'innovation et aux investissements, est une nécessité : l'accord gagnant-gagnant du « New Deal » de janvier 2018 doit donc servir de modèle à la régulation du secteur dans les années à venir.

Fédération Française des Télécoms
11-17 rue de l'Amiral Hamelin
75116 Paris

Tél. : **01 47 27 72 69 I www.fftelecoms.org**

FÉDÉRATION FRANÇAISE DES TÉLÉCOMS